

NATIONS UNIES
Département de l'Information
Bureau de la Presse et des Publications
Palais de Chaillot, Paris

INDEX UNIT

MASIE

Paris, Communiqué de presse GA/25
24 Novembre 1951

REVUE DE LA SEMAINE DU 1^{er} AU 2⁵ NOVEMBRE 1951

S O M M A I R E

- I - Politique et Sécurité (Première Commission)
- II - Commission Politique Spéciale
- III- Questions Economiques et Financières (Deuxième Commission)
- IV - Questions Sociales, Humanitaires et Intellectuelles (Troisième Commission)
- V - Tutelle et Territoires non-autonomes (Quatrième Commission)
- VI - Administration et budget (Cinquième Commission)
- VII - Questions juridiques (Sixième Commission)
- VIII- Commission de Conciliation pour la Palestine
- IX - Demande d'inscription d'une nouvelle question à l'Ordre du Jour.

-:-:-:-:-

Paris, Communiqué de presse GA/25
23 Novembre 1951

Au cours de la période écoulée, les six Commissions principales de l'Assemblée ont poursuivi leurs travaux à raison d'une ou deux séances chaque jour. En outre, la Commission Politique Spéciale, dont l'Assemblée avait antérieurement décidé la création sur la recommandation du Bureau, a abordé sa tâche.

- I -

POLITIQUE ET SECURITE

(Première Commission)

La première Commission a entrepris la discussion générale du premier point de son Ordre du Jour, à savoir : Réglementation, limitation et réduction équilibrée de toutes les forces armées et de tous les armements. Ce point se présente sous la forme d'un projet de résolution déposé en commun par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni.

Ont pris part à la discussion générale : les Etats-Unis, la France, le Brésil, le Pérou, Haïti, le Liban, la Tchécoslovaquie, le Canada, l'Indonésie, le Royaume-Uni, la Nouvelle Zélande, l'Australie, la Chine,

La discussion générale a principalement porté sur la nature et le sens du projet de résolution des Trois Puissances ainsi que du projet de résolution de l'URSS.

A la fin de la semaine, le Représentant de l'URSS a présenté, au cours de son exposé, deux amendements au projet de résolution des trois puissances.

Commission Politique Spéciale.....

Paris, Communiqué de presse GA/25
24 Novembre 1951

- II -

COMMISSION POLITIQUE SPECIALE

Cette Commission a constitué son Bureau et organisé la marche de ses travaux.

M. Selim Sarper (Turquie) a été élu Président,
M. Sven Grafstrom (Suède) Vice-Président
M. Sévilla Sacasa (Nicaragua) Rapporteur.

La Commission a arrêté le texte de son Ordre du Jour et décidé à cette occasion de commencer ses travaux par la Question des "Menaces à l'Indépendance Politique et à l'Intégrité territoriale de la Grèce". A cette question est jointe celle du "Rapatriement des Enfants Grecs".

L'examen de ces deux questions s'est poursuivi sur la base :

- a) du Rapport de la Commission des Nations Unies pour les Balkans
- b) de Rapports du Secrétaire Général des Nations Unies et de l'Organisation Internationale de la Croix-Rouge.

A la discussion générale ont pris part : le Royaume Uni, les Etats-Unis, la République Dominicaine, le Salvador, Cuba, l'Uruguay, les Pays-Bas, la Belgique, le Nicaragua, l'Egypte, la Bolivie, le Liban, le Brésil, l'URSS, les Philippines, l'Union Sud-Africaine, la Colombie, le Chili, la Chine, la Tchécoslovaquie, le Canada, la Byélorussie, la Yougoslavie, Costa Rica, l'Australie, le Pakistan, la Nouvelle Zélande, la Turquie, la France, l'Ukraine, le Liberia, la Pologne, la Grèce.

principaux

Au cours de la discussion générale, trois/projets de résolution ont été déposés :

1° l'un par le Représentant de la Grèce. Selon ce projet, l'Assemblée générale approuverait le rapport de la Commission des Balkans et déciderait de mettre fin à l'activité de la Commission spéciale dans les soixante jours qui suivraient l'adoption de la Résolution.

2° l'autre par les Etats-Unis, la France, la Grèce, le Mexique, et le Royaume Uni. Ce projet prévoit la création d'une sous-commission des Balkans en tant qu'organe subsidiaire de la Commission d'Observation de la Paix, instituée par la cinquième Session de l'Assemblée. Cette sous-commission siégerait à New-York et serait habilitée à envoyer sur la demande de tout Etat ou de tous Etats intéressés des observateurs dans la zone des Balkans où se manifesterait une tension internationale.

3° le troisième par l'URSS.

En vertu de ce projet.....

Paris, Communiqué de presse G./25
27 Novembre 1951

En vertu de ce projet, l'Assemblée recommanderait : a) la cessation de l'immixtion des Etats Unis dans les Affaires de la Grèce ; b) une amnistie générale en Grèce. La suppression des camps de concentration et l'annulation des condamnations à mort prononcées par les Tribunaux grecs; c) l'établissement de relations diplomatiques entre la Grèce et l'Albanie et entre la Grèce et la Bulgarie; d) la dissolution de la Commission des Nations Unies pour les Balkans.

D'autre part, l'Uruguay a déposé un projet de résolution en vertu de laquelle le Président de l'Assemblée serait invité à user de ses Bons Offices pour amener le gouvernement hellénique à commuer certaines peines imposées par les Tribunaux grecs et à surseoir aux condamnations à mort qui ont été prononcées.

Le projet de résolution de l'Uruguay a donné lieu à un débat de procédure, le Président ayant décidé que la proposition uruguayenne était irrecevable, à raison d'une décision antérieure prise par lui au sujet d'une proposition analogue émanant de l'URSS. Finalement, par 26 voix contre 11 et 19 abstentions, la Commission a maintenu la décision du Président.

La Commission Politique Spéciale, ayant alors repris la discussion sur les différents projets de résolution qui lui étaient soumis, a tout d'abord, dans un vote par divisions, rejeté la proposition soviétique par des majorités allant de 37 voix (contre 5 et 12 abstentions) à 22 voix (contre 20 et 18 abstentions).

Elle a ensuite adopté la résolution présentée par la Grèce et celle soumise par les Etats-Unis, la France, la Grèce, le Mexique et le Royaume Uni. La première a été adoptée par 50 voix (contre 5 et 1 abstention), la seconde par 50 voix (contre 5 et 3 abstentions).

La Commission a ensuite entrepris la discussion d'un projet de résolution relatif au Rapatriement des Enfants Grecs. Ce projet, qui avait été déposé en commun par le Pérou, les Philippines et la Suède, a fait l'objet d'un amendement déposé par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas. Pour l'essentiel, ce projet invite le Président de la Commission Politique Spéciale à entrer en consultation avec le Président de l'Assemblée Générale et le Président de la Commission permanente pour le rapatriement des enfants grecs, en vue d'inviter les gouvernements intéressés à désigner des Représentants qui se réuniraient à Paris avec la Commission Permanente, si possible d'ici le 15 décembre au plus tard.

Questions Economiques et Financières.....

Paris, Communiqué de presse GA/25
24 Novembre 1951

- III -

QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES

(Deuxième Commission)

La deuxième Commission a entrepris l'examen du "Développement économique des Pays insuffisamment développés" sur la base du Rapport du Conseil Economique et Social. Cette question se présente sous trois aspects : a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés ; b) réforme agraire ; c) assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés.

Ont pris part à la discussion générale : le Chili, la Grèce, les Etats-Unis, la Yougoslavie, l'Egypte, les Philippines, la Nouvelle-Zélande, Haïti, la Birmanie, l'Indonésie, le Mexique, l'Inde, le Brésil, l'Equateur, Panama, Israel, Belgique, le Danemark, la Suède, et l'Ukraine, Pays-Bas, Cuba, Venezuela, Bolivie.

Au cours de cette discussion, la Commission a été saisie de quatre projets de résolution :

1° l'un présenté en commun par le Brésil, les Etats-Unis, le Pakistan et la Thaïlande, tendant à approuver la résolution du Conseil Economique et Social relative à la réforme agraire et à faire inscrire cette question à l'Ordre du Jour de la septième session de l'Assemblée.

2° Un projet de résolution du Chili relatif au financement du développement économique par la création éventuelle d'un fonds spécial.

3° Un projet de résolution du Chili qui traite de la coopération du développement économique des Pays insuffisamment développés.

4° Un projet de résolution de l'Equateur, relatif au financement du développement économique par l'intermédiaire de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement.

Questions Sociales.....

- IV -

QUESTIONS SOCIALES, HUMANITAIRES ET INTELLECTUELLES

(Troisième Commission)

La troisième commission a abordé sa tâche sous l'aspect de la partie du Rapport du Conseil Economique et Social qui a trait aux questions sociales.

A la discussion générale, ont pris part les pays suivants : Yougoslavie, Royaume-Uni, Etats-Unis, Australie, France, Suède, Uruguay, Nouvelle-Zélande, Tchécoslovaquie, Equateur, Brésil, Canada, Grèce, Iran, Inde, Argentine, Chili, Pays-Bas, République Dominicaine, Pologne, Israël, Philippines, Birmanie, Iraq, Egypte, Cuba, Pérou.

Trois projets de résolution ont été déposés :

1° l'un par la France qui a trait au développement et à la concentration des efforts de l'Organisation des Nations Unies et des Institutions spécialisées dans le domaine social.

2° l'autre par les Représentants de l'Afghanistan, de l'Australie, du Brésil, de la Nouvelle Zélande, de l'Uruguay et de la Yougoslavie, en vertu duquel l'Assemblée générale ferait appel aux Gouvernements et aux particuliers pour leur demander de verser en 1952 des contributions au Fonds International de Secours à l'Enfance afin de lui permettre de poursuivre son activité.

3° le troisième déposé par la Grèce a trait à l'habitation, à l'urbanisme et à l'aménagement des campagnes par des mesures pratiques en vue d'aider les gouvernements à accroître le nombre de logements disponibles.

D'autre part, sur la proposition de l'Uruguay, soutenue par l'Argentine et le Chili, la Commission a adopté un projet de résolution tendant à faire inviter les organes des Nations Unies qui s'occupent d'assistance sociale à venir en aide aux victimes des inondations en Italie.

En fin de semaine, la Commission a entrepris la discussion du projet de résolution soumis par la France, ainsi que des amendements présentés à ce projets par la Yougoslavie et le Pakistan.

Paris, Communiqué de Presse GA/25
24 Novembre 1951

- V -

TUTELLE ET TERRITOIRES NON AUTONOMES

(Quatrième Commission)

La Commission a décidé de différer la discussion des points qu'elle avait précédemment inscrits en tête de son Ordre du Jour, à savoir : "La participation pleine et entière de l'Italie aux travaux du Conseil de Tutelle" et la question du "Sud-Ouest Africain". Elle a abordé la discussion du point 3 "Renseignements provenant des territoires non autonomes".

La discussion s'est poursuivie sur la base de deux Rapports du Comité spécial pour l'examen des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, ainsi que d'un rapport du Secrétaire général résumant et analysant les renseignements transmis.

A la discussion générale ont pris part : l'Inde, le Royaume-Uni, la République Dominicaine, la France, Cuba, le Guatemala, les Etats-Unis, le Venezuela, la Grèce, Haïti, le Pakistan, le Liban, l'Indonésie, l'Uruguay, l'URSS, l'Irak, l'Equateur, le Brésil, le Yémen, la Birmanie, l'Ukraine, la Chine.

La discussion générale a porté notamment sur l'étendue et la valeur des renseignements transmis ainsi que sur le rôle, les pouvoirs, les responsabilités et le fonctionnement du Comité spécial.

Au cours de cette discussion : les Représentants de l'Indonésie et des Pays-Bas ont exprimé les réserves au sujet de la souveraineté de la Nouvelle Guinée Néerlandaise (Irian Occidental) et de la transmission des renseignements concernant ce territoire ; Les Représentants du Guatemala et du Royaume Uni ont formulé des réserves, en ce qui concerne la souveraineté sur le Honduras Britannique (territoire de Belize) ; Les Représentants du Yémen et du Royaume Uni ont exprimé des réserves formelles en ce qui concerne la souveraineté sur le territoire d'Aden.

Le Représentant de l'Iraq ayant critiqué la politique française au Maroc, le Représentant de la France a déclaré que l'Ordre du Jour de la Commission ne comprenait pas un examen de la situation au Maroc et qu'aux termes de la Charte les membres de la Commission n'étaient pas habilités à examiner les questions d'ordre politique.

Le Représentant de l'Egypte ayant traité de la situation au Maroc, le Représentant de la France a soulevé une motion d'ordre selon laquelle le règlement intérieur de l'Assemblée ne permettrait pas à un organisme technique d'instituer un débat politique.

Il a demandé l'ajournement de la réunion. Cette proposition ayant été repoussée, la Délégation française a quitté la salle.

A cette occasion, le Représentant de l'Iraq a déposé un projet de résolution (modifié par l'Egypte) par lequel "la quatrième Commission réaffirme conformément à la Charte qu'elle est hostile à discuter des questions politiques et des aspects politiques de la situation dans les territoires non-autonomes".

Cette proposition a donné lieu à des échanges de vues au cours desquels certaines délégations se prononçant en faveur de la proposition de l'Iraq tandis que d'autres s'y déclaraient hostiles. La discussion sera reprise lors de la prochaine séance de la Commission, lundi 26 Novembre.

- VI -

ADMINISTRATION ET BUDGET

(Cinquième Commission)

La Cinquième Commission a poursuivi, en s'appuyant sur les recommandations du Comité Consultatif pour les questions administratives et budgétaires, la première lecture du projet de budget établi par le Secrétaire Général pour 1952.

Au cours de cette première lecture, divers amendements aux prévisions telles qu'elles sont soumises à la Commission, ont été présentés, acceptés ou rejetés.

A propos de l'examen du budget de l'Assistance Technique, l'Egypte a soumis un projet de résolution invitant le Comité consultatif à examiner l'ensemble de l'organisation de l'Administration de l'Assistance technique, des Départements des questions techniques et des questions sociales, ainsi que le système de coordination de ces services, et de présenter des recommandations à l'Assemblée générale lors de sa prochaine session.

Le Secrétaire Général a présenté, à ce sujet, des suggestions. Il a déclaré qu'à son avis il serait préférable de traiter, à cette session, de la réorganisation des affaires techniques et de l'assistance technique d'une façon isolée. Il a proposé, en cas où la Commission désirerait traiter de ces questions, de faire préparer une étude sur l'utilité qu'il y aurait d'une réorganisation générale du Secrétariat, étude qu'il soumettrait à la prochaine session de l'Assemblée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Il a été finalement décidé que le projet de résolution de l'Egypte serait inséré dans le rapport de la Commission à titre de recommandation.

Questions Juridiques.....

VII

QUESTIONS JURIDIQUES

(Sixième Commission)

La Commission a pris une décision concernant le projet de Déclaration sur les Droits et Devoirs des Etats, établi par la Commission du Droit International.

Au cours d'une discussion qui a porté sur la procédure à suivre pour l'examen de ce projet, la Yougoslavie a déposé un projet de Résolution en vertu duquel la Commission déciderait d'ouvrir un débat général. De leur côté, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas ont déposé un projet prévoyant le renvoi de l'examen de la Déclaration sur les Droits et Devoirs des Etats jusqu'à ce qu'un nombre suffisant d'Etats aient fait connaître leurs observations ou suggestions.

La Commission a finalement décidé d'accepter le projet de Résolution présenté par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas avec certaines modifications proposées par la France et par l'Egypte.

La Commission a ensuite établi l'état des méthodes et procédés employés par l'Assemblée pour traiter les questions juridiques et les questions de rédaction.

Le Représentant du Royaume Uni, sur l'initiative duquel la question a été inscrite à l'Ordre du Jour, a déposé deux projets de résolution.

Selon le premier, chaque fois que dans une question à l'Ordre du Jour de l'Assemblée, l'élément juridique paraît présenter autant d'importance que l'élément non juridique, cette question sera inscrite, pour ce qui est de ses aspects juridiques, à l'Ordre du Jour de la Sixième Commission. Le texte des résolutions définitives devrait dans ce cas être établi au cours de séances communes de la Sixième Commission et de l'autre Commission intéressée. Le projet prévoit, en outre, que les éléments juridiques des questions revêtant surtout un caractère non juridique seront renvoyés soit à la Sixième Commission, soit à une sous-commission juridique spéciale créée à cette fin, et que seront renvoyées à la Sixième Commission pour examen les demandes d'avis consultatif adressées à la Cour Internationale de Justice, les propositions tendant à renvoyer une question à la Commission du Droit international et les propositions visant à apporter ou comportant un amendement au règlement intérieur de l'Assemblée. Enfin, il appartient à un groupe d'experts juridiques de rédiger le texte de certains textes ou instruments juridiques.

Le second projet de résolution prévoit qu'un comité de coordination sera chargé du soin de revoir les textes des projets de résolutions adressés à l'Assemblée afin de réaliser une certaine uniformité de style, de forme et de terminologie.

Paris, Communiqué de presse GA/25
24 Novembre 1951

Suivant ces deux projets de résolution, l'Assemblée générale demanderait à un comité juridique spécial d'examiner les amendements qu'il serait nécessaire d'apporter au règlement intérieur de l'Assemblée et de faire rapport à ce sujet à la septième session. Elle inviterait en outre le Secrétaire général à faire rapport chaque année sur ces questions en indiquant dans quelle mesure les objectifs visés auront été atteints.

Un premier échange de vues a eu lieu, auquel ont pris part, le Représentant du Royaume-Uni, les Représentants de l'Afghanistan et du Brésil. Expliquant le sens et la portée de ces deux projets de résolution, le représentant britannique a fait remarquer que la compétence du Comité Central de Coordination envisagé serait limitée aux questions de rédaction et de forme et que les modifications qui seraient apportées aux textes devraient être approuvées ultérieurement par l'Assemblée.

VIII

COMMISSION DE CONCILIATION POUR LA PALESTINE

La Commission de Conciliation pour la Palestine a fait paraître le 21 Novembre une déclaration aux termes de laquelle, après un examen approfondi des observations présentées par les parties le 14 Novembre et à la lumière de ses discussions antérieures avec les parties à Paris, elle conclut qu'elle n'a pas réussi dans ses efforts puisqu'aucune partie n'a abandonné substantiellement des positions rigides, et n'a cherché une solution par la négociation selon les lignes indiquées dans les propositions de la Commission.

La Commission a donc décidé à son regret de mettre fin à la conférence à laquelle elle avait invité les parties le 10 août 1951 ; elle fera rapport à l'Assemblée générale sur les développements de la conférence et les conclusions que la Commission en a tirées.

Demande d'inscription d'une question
nouvelle.....

IX

DEMANDE D'INSCRIPTION D'UNE QUESTION NOUVELLE
A L'ORDRE DU JOUR
DE LA SIXIEME SESSION DE L'ASSEMBLEE ORDINAIRE

Par une lettre en date du 22 Novembre adressée au Président de l'Assemblée, le Chef de la Délégation de l'URSS, M. Vyshinsky, propose d'inscrire à l'Ordre du Jour de la Sixième Session Ordinaire la question suivante :

"Activités agressives et ingérence des Etats-Unis d'Amérique dans les affaires intérieures d'autres pays, sous la forme de l'ouverture d'un crédit de 100 millions de dollars pour financer le recrutement et l'organisation de groupes armés dans l'Union soviétique, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, l'Albanie, et certains pays démocratiques, ainsi qu'en dehors du territoire de ces pays".

F I N